

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### BPCE SFH

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 600 000 000 €  
Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris  
501 682 033 R.C.S. Paris

#### Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 15 mai 2017

##### Comptes annuels 2016

#### I. — Bilan et Hors Bilan

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisses, banques centrales		8	10
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.1 / 3.8	22 639 089	27 057 644
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.2 / 3.8	416 535	617 099
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.3	0	8
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et de locations simples			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Autres actifs	3.5	1 500	257
Comptes de régularisation	3.6	167 062	205 985
Total de l'actif		23 224 194	27 881 003

Hors-bilan	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	1 299 861	2 700 285
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	3.4 / 3.8	21 113 948	24 337 429
Autres passifs	3.5	212	941
Comptes de régularisation	3.6	168 779	207 117
Provisions			
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	3.7	641 394	635 231
Capital souscrit		600 000	600 000
Primes d'émission			
Réserves		26 483	26 023

Écart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		8 748	0
Résultat de la période		6 163	9 208
Total du passif		23 224 194	27 881 003

Hors bilan	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.1	27 672 122	31 794 929
Engagements sur titres			

## II. — Compte de résultat

(En milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
Intérêts et produits assimilés	5.1	912 423	679 391
Intérêts et charges assimilées	5.1	-899 172	-661 168
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)			
Commissions (charges)	5.2	-12	-1
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
Produit net bancaire		13 239	18 222
Charges générales d'exploitation	5.3	-3 233	-3 052
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		10 006	15 170
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		10 006	15 170
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		10 006	15 170
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.4	-3 843	-5 962
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		6 163	9 208

## III. — Affectation du résultat

**Quatrième résolution** (Affectation du résultat de l'exercice). — L'Assemblée Générale, constatant que le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2016 s'élève à 6 162 996,73 euros, approuve l'affectation de ces sommes telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration :

A la réserve légale à hauteur de : 5%	308 149,84 euros
Distribution de dividendes :	3 081 498,36 euros
Le solde au poste « report à nouveau » :	2 773 348,53 euros

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 16 mai 2017.

Suite à cette affectation le solde de la réserve légale est de 2 069 713,52 euros, le solde du report à nouveau est de 11 520 884,76 euros et le solde des autres réserves reste inchangé à 24 722 173,68 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que BPCE SFH n'a pas distribué de dividende au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents ou représentés.

## IV. — Annexes aux comptes individuels annuels

## Note 1. – Cadre Général

1.1 Fonctionnement de BPCE SFH. — La Loi sur la Régulation Bancaire et Financière (LRBF) du 22 octobre 2010 a donné un cadre légal au refinancement des activités de prêts à l'immobilier résidentiel. La loi a créé une nouvelle catégorie d'obligations sécurisées, distincte des Obligations Foncières, les Obligations à l'Habitat (OH), qui sont émises par une Société de Financement de l'Habitat (SFH) et ont pour vocation de faciliter le refinancement des activités de prêts à l'immobilier résidentiel des banques françaises.

La loi confère à la SFH des avantages législatifs significatifs. La SFH dispose :

- du privilège des créances de l'article L.513-11 du Code monétaire et financier (CMF) ;
- d'un contrôleur spécifique, et d'un commissaire aux comptes nommé après avis conforme de l'ACPR, (art. L.513-32 du CMF) ;
- du surdimensionnement réglementaire de l'article L.513-12 du CMF.

Les sécurités et garanties apportées dans les OH sont intégralement explicitées par la loi. La protection est la même pour l'ensemble des investisseurs qui bénéficient également d'un cadre très simple et lisible.

Le principe général est d'émettre des OH sur le marché national et international et de les garantir par un ensemble surdimensionné de prêts (pool) respectant des critères d'éligibilité prédéfinis. Dans un premier temps, les prêts concernent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.

Les ressources collectées par BPCE SFH sont intégralement prêtées aux établissements participant au programme d'émission (Caisses d'Epargne, Banques Populaires et BPCE SA). BPCE SA intervenant en tant qu'agent des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires et en tant qu'emprunteur.

Pour sécuriser les prêts qui leur sont octroyés par BPCE SFH, comme dans le cadre actuel des Covered Bonds, les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires consentent une garantie sur une partie de leur production de prêts immobiliers résidentiels. BPCE SFH bénéficie ainsi d'une garantie financière accordée par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires sous la forme du nantissement d'un portefeuille de créances qu'elles détiennent.

Cette garantie financière est régie par l'article L 211-38-I du CMF qui prévoit qu'à « titre de garantie des obligations financières présentes et futures [...], les parties peuvent prévoir la remise en pleine propriété, opposable aux tiers sans formalités, d'instruments financiers, effets, créances, contrats ou sommes d'argent, ou la constitution de sûretés sur de tels biens ou droits », même lorsque l'une des parties fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, y compris si cette procédure est ouverte sur le fondement d'un droit étranger. En d'autres termes, si une banque remet un portefeuille de prêts à l'habitat en garantie d'une opération de refinancement (émission d'obligations), ce portefeuille est alors inaliénable et ne peut être revendiqué par les créanciers de la banque.

Les sûretés sont essentiellement constituées sur des prêts résidentiels assortis soit d'une hypothèque (ou d'un privilège de prêteur de deniers), soit d'une garantie octroyée par une société de cautionnement. La loi crée un label « bonne » caution interne et une pondération est appliquée en fonction de la qualité de la caution interne.

Le mécanisme de mise en garantie des créances est associé à une obligation de reporting périodique, notamment auprès des agences de notation et des investisseurs.

En cas de survenance du défaut du Groupe BPCE dans le respect de ses obligations au titre de la documentation du programme d'émission, la garantie financière pourrait être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie serait transférée à BPCE SFH.

BPCE SFH a un statut de SFH et bénéficie d'un agrément spécifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en qualité de société financière qui a été prononcé en date du 1er avril 2011.

1.2 Evénements significatifs. — En 2016, BPCE SFH a réalisé les émissions suivantes (En milliers d'Euros) :

Emissions publiques	1 100 000
Emissions privées de droit français	650 000
Emissions privées de droit allemand	30 000
<b>Total</b>	<b>1 780 000</b>

Deux émissions de 10 millions d'euros et 23 millions d'euros sont arrivées à échéance en mars 2016.

Une émission de 2 100 millions d'euros est arrivée à échéance en mai 2016.

Une émission de 20 millions d'euros est arrivée à échéance en juillet 2016.

Une émission de 10 millions d'euros est arrivée à échéance en août 2016.

Le 15 mars 2016, BPCE SFH, a procédé au rachat à leur valeur de marché, puis à l'annulation, d'obligations de financement de l'habitat émises auprès de BPCE SA. Ces obligations représentent un encours de 2 750 millions d'euros et répondent aux caractéristiques décrites ci-dessous :

Code ISIN	Date de règlement	Date d'échéance	(Montant en millions d'Euros)
Fr0011044874	12/05/2011	12/05/2016	700
Fr0011169861	21/12/2011	20/02/2019	400
Fr0011565985	17/09/2013	17/09/2020	200
Fr0011109321	13/09/2011	13/09/2021	700
Fr0011169879	21/12/2011	23/03/2022	400
Fr0011637743	29/11/2013	29/11/2023	350

A cette même date, BPCE SFH a remboursé de façon anticipée, à leur valeur de marché, les prêts contractés par BPCE SA pour 2 750 millions d'euros.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'utilisation optimisée de la trésorerie de BPCE SFH. Elle a généré, pour BPCE SFH, un produit de 2,06 millions d'euros.

Les conditions de rémunération des comptes courants BPCE ont été modifiées à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 comme suit :

- Lorsque le compte (ou la fusion de comptes) est créditeur :
  - EONIA-0.0625% lorsque le résultat du calcul est négatif quel que soit le montant
  - EONIA-0.0625% lorsque le résultat du calcul est positif et jusqu'à 100 millions d'euros, pas de rémunération au-delà de 100 millions d'euros
- Lorsque le compte (ou la fusion de comptes) est débiteur :
  - EONIA+0.1875% dans le cadre de la limite de débit (théorique) et EONIA+2.5% au-delà de la limite

Les conditions de rémunération des comptes courants NATIXIS ont été modifiées à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 comme suit :

- Lorsque le compte est créditeur à :
  - EONIA-12,5 bps

— Lorsque le compte est débiteur à :  
— EONIA+52 bps

Par décision du Conseil d'Administration, le taux de marge des nouvelles émissions passe de 0,6 bp à 1 bp à compter du 1er mai 2016. Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) a communiqué en mai 2016 à BPCE SFH l'appel de contribution 2016 au Fonds de Résolution Unique (FRU). Ces contributions correspondent :

D'une part à une cotisation définitive (égale à 85 % du montant payé) enregistrée en charges. Cette charge, non déductible au plan fiscal, s'élève à 1 307 milliers d'euros.

D'autre part à un dépôt de garantie (égal à 15 % du montant payé) enregistré à l'actif du bilan. Ce dépôt de garantie s'élève à 231 milliers d'euros.

BPCE SFH devait rembourser 2 700 millions d'euros d'émission en mai 2016 (en diminution de 700 millions d'euros par rapport à fin février suite au remboursement anticipé des titres de BPCE SFH autoportés par BPCE). Conformément à la réglementation SFH, la structure doit disposer des fonds nécessaires 6 mois avant l'échéance.

Dans ce cadre, le 13 novembre 2015, BPCE SFH avait emprunté 2 700 millions d'euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 25,6 bps et prêté à BPCE 2 700 millions d'euros sur 3 mois à OIS + 21 bps.

Ces opérations ont été rollées mensuellement.

Elles sont passées à 1,8 milliard d'euros à compter d'avril 2016 puis ont été nettes le 13 mai 2016. Ces opérations ont générées une charge de 671 milliers d'euros.

Le titre d'investissement de la Compagnie de Financement Foncier de 195 millions d'euros est arrivé à échéance le 3 juin 2016. Les 195 millions d'euros n'ont pas été réinvestis.

BPCE SFH doit rembourser 1 515 millions d'euros, du fait de la tombée de la série 10 pour 1 485 millions d'euros et d'un placement privé de 30 millions d'euros de la série 11 en février 2017. Conformément à la réglementation SFH, la structure doit disposer des fonds nécessaires 6 mois avant l'échéance.

Dans ce cadre, le 19 août 2016 BPCE SFH a emprunté 1 300 millions d'euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 19 bps et prêté à BPCE 1 300 millions d'euros sur 3 mois à OIS + 4 bps.

Ces opérations sont rollées mensuellement et génèrent une charge de 1 592 milliers d'euros en 2016.

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) a communiqué en décembre 2016 à l'ensemble des établissements concernés, la méthode de calcul des contributions et de la cotisation aux frais de fonctionnement 2016 du Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR).

Les remboursements 2016 du FGDR correspondent aux contributions antérieures à 2016 comme suit :

- Cotisation : 12 milliers d'euros
- Engagement de paiement : 12 milliers d'euros
- Certificat d'association : 4 milliers d'euros
- Certificat d'associé : 4 milliers d'euros
- Et à l'appel de la cotisation aux frais de fonctionnement 2016 du FGDR de 1 millier d'euros.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture. — Aucun événement intervenu après la clôture et ayant une incidence sur les comptes de la période n'a été constaté.

## Note 2. – Principes et méthodes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de BPCE SFH sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2016.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
  - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques.

2.3.2 Titres. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable. Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres d'investissement. — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres. Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Autres titres détenus à long terme. — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.3.3 Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont, selon leur nature, pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge ou produit à répartir.

2.3.4 Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

— lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;

— lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.

Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.5 Revenus des titres. — Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

2.3.6 Impôt sur les bénéfices. — La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

BPCE SFH a signé avec sa mère intégrante (BPCE) une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

2.3.7 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2016, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2016. Pour 2016, le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 1 538 milliers d'euros dont 1 307 milliers d'euros comptabilisés en charge et 231 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 476 milliers d'euros.

### Note 3. – Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

#### 3.1 Opérations interbancaires :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances à vue	223 975	17 946
Comptes ordinaires (1)	223 975	17 946
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à terme	22 146 000	26 679 000
Comptes et prêts à terme	22 146 000	26 679 000
Prêts subordonnés et participatifs		

Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances rattachées	269 114	360 698
Créances douteuses		
Dont créances douteuses compromises		
Dépréciations des créances interbancaires		
Dont dépréciation sur créances douteuses compromises		
Total	22 639 089	27 057 644

(1) Le titre d'investissement de la Compagnie de Financement Foncier de 195 millions d'euros est arrivé à échéance le 3 juin 2016. Les 195 millions d'euros n'ont pas été réinvestis.

Les créances à vue représentent pour 223 975 milliers d'euros le solde des comptes bancaires de BPCE SFH ouverts chez BPCE et chez Natixis. Les créances à terme de 22 146 000 milliers d'euros représentent les prêts consentis à BPCE, aux Banques Populaires et aux Caisses d'Epargne.

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à vue		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à terme	1 299 861	2 700 285
Comptes et emprunts à terme	1 300 000	2 700 000
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées à terme	-139	285
Total	1 299 861	2 700 285

Les dettes à terme de 1 300 millions d'euros correspondent aux emprunts consentis par BPCE.

### 3.2 Obligations et autres titres à revenu fixe :

#### 3.2.1 Portefeuille titres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				31/12/2015			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeurs brutes								
Créances rattachées								
Dépréciations								
Obligations et autres titres à revenu fixe			416 535	416 535			617 099	617 099
Valeurs brutes (1)			408 978	408 978			606 218	606 218
Créances rattachées			7 558	7 558			10 881	10 881
Dépréciations								
Actions et autres titres à revenu variable								
Valeurs brutes								
Créances rattachées								
Dépréciations								
Total			416 535	416 535			617 099	617 099

#### Obligations et autres titres à revenu fixe :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				31/12/2015			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés			208 978	208 978			406 218	406 218
Titres non cotés			200 000	200 000			200 000	200 000
Titres prêtés								
Titres empruntés								
Créances douteuses								
Créances rattachées			7 558	7 558			10 881	10 881
Total			416 535	416 535			617 099	617 099
Dont titres subordonnés								

#### 3.2.2 Evolution des titres d'investissement :

(En milliers d'Euros)	01/01/ 2016	Achats	Cessions	Remboursements	Con- version	Décotes / surcotes	Transferts	Autres variations	31/12/ 2016
Effets publics									
Obligations et autres titres à revenu fixe	606 218			-195 000		-2 240			408 978
Total	606 218			-195 000		-2 240			408 978

Le titre d'investissement de la Compagnie de Financement Foncier de 195 millions d'euros est arrivé à échéance le 3 juin 2016. Les 195 millions d'euros n'ont pas été réinvestis.

3.3 Parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme :

3.3.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Valeurs brutes	8		8	0
Participations et autres titres détenus à long terme	8		8	0
Parts dans les entreprises liées				
Dont avance en compte courant				
Dépréciations				
Participations et autres titres à long terme				
Parts dans les entreprises liées				
Dont avance en compte courant				
Immobilisations financières nettes	8			0

Les participations et autres titres détenus à long terme de 8 milliers d'euros ont été remboursés par le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR).

3.3.2 Opérations avec les entreprises liées. — Il s'agit des sociétés susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidé. Les opérations sont essentiellement effectuées avec les Banques Populaires, les Caisses d'Epargne, la Compagnie de Financement Foncier et BPCE.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	22 639 089	0	22 639 089	27 057 644
Dont subordonnées				
Dettes	0	0	0	0
Dont subordonnées				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres engagements donnés				
Engagements donnés	0	0	0	0
Engagements de financement				
Engagements de garantie	27 672 122		27 672 122	31 794 929
Autres engagements reçus				
Engagements reçus	27 672 122	0	27 672 122	31 794 929

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

3.4 Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires	20 846 000	23 979 000
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	267 948	358 429
Total	21 113 948	24 337 429

Les emprunts obligataires correspondent au stock d'émissions réalisées par BPCE SFH.

3.5 Autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations				
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	1 025	212		938
Dépôts de garantie versés et reçus	476		257	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers		0		3
Total	1 500	212	257	941

Les autres actifs sont constitués de :

- La CVAE pour un montant de 72 milliers d'euros,
- L'impôt sur les bénéfices pour un montant de 953 milliers d'euros,
- Fonds de Résolution Unique pour 476 milliers d'euros.

Les autres passifs sont composés de la contribution sociale de solidarité pour un montant de 212 milliers d'euros.

### 3.6 Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission	58 240	108 779	60 027	145 946
Charges et produits constatés d'avance	108 791	58 240	145 958	60 027
Produits à recevoir / Charges à payer	31	1 760		1 144
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
Total	167 062	168 779	205 985	207 117

Les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 58 240 milliers d'euros à l'actif et à 108 779 milliers d'euros au passif. Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.

Les charges et produits constatés d'avance correspondent principalement aux surcotes / décotes et commissions restant à amortir. Celles-ci représentent 58 240 milliers d'euros au passif et 108 791 milliers d'euros à l'actif.

Le poste « Charges à payer » se compose notamment des charges refacturées par BPCE pour 1 410 milliers d'euros et des frais liés aux émissions pour 308 milliers d'euros.

### 3.7 Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2014	600 000	16 350	0	9 673	626 023
Mouvements de l'exercice		9 673	0	-465	9 208
Total au 31 décembre 2015	600 000	26 023	0	9 208	635 231
Variation de capital					
Affectation résultat 2015		460	8 748	-9 208	
Distribution de dividendes					
Augmentation de capital					
Remboursement du capital					
Autres mouvements					
Résultat de la période				6 163	6 163
Total au 31 décembre 2016	600 000	26 483	8 748	6 163	641 394

	Nombre de titres				
	A l'ouverture de la période	Créés pendant La période	Remboursés pendant la période	A la clôture de la période	Valeur Nominale
Actions ordinaires	600 000			600 000	1 euro



Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

Le capital social de BPCE SFH s'élève à 600 000 milliers d'euros, soit 600 000 milliers d'actions d'une valeur de 1 euro chacune, détenues à 100% par BPCE.

3.8 Durée résiduelle des emplois et ressources. — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016						Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	493 089	2 815 000	105 000	10 295 500	8 930 500		22 639 089
Opérations avec la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 558			109 757	299 220		416 535
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	500 647	2 815 000	105 000	10 405 257	9 229 720		23 055 624
Dettes envers les établissements de crédit	-139	1 300 000					1 299 861
Opérations avec la clientèle							
Dettes représentées par un titre	267 948	1 515 000	105 000	10 295 500	8 930 500		21 113 948
Dettes subordonnées							
Total des ressources	267 809	2 815 000	105 000	10 295 500	8 930 500		22 413 809

#### Note 4. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

##### 4.1 Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit		27 672 122		31 794 929
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle				
Total		27 672 122		31 794 929

BPCE SFH bénéficie de valeurs apportées en garantie par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. Cette garantie est constituée directement sur un portefeuille de créances immobilières détenues par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. Au 31 décembre 2016, ces créances s'élèvent à 27 672 122 milliers d'euros. En cas de survenance d'événements prédéterminés définis dans le prospectus d'émission, la garantie pourra être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie sera automatiquement transférée à BPCE SFH.

4.2 Ventilation du bilan par devise. — Dans BPCE SFH, toutes les opérations sans exception sont en Euro.

#### Note 5. – Informations sur le compte de résultat

##### 5.1 Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	858 091	-43 140	814 951	631 775	-32 524	599 251
Opérations avec la clientèle						
Obligations et autres titres à revenu fixe	54 332	-856 032	-801 700	47 616	-628 644	-581 028
Dettes subordonnées						
Autres						

Les produits relatifs aux opérations avec les établissements de crédit comprennent les intérêts échus et intérêts courus des prêts à terme et les intérêts sur comptes courants. Les charges concernent l'étalement des surcotes sur prêts. Les charges relatives aux obligations et autres titres à revenu fixe comprennent les tombées de coupons et les intérêts courus des obligations émises, les étalements des primes d'émission payées, les frais liés aux émissions (agences de notation et lettres de confort des commissaires aux comptes). Les produits concernent l'étalement des primes d'émissions reçues, l'étalement des surcotes et décotes et les intérêts liés aux titres d'investissement.

##### 5.2 Commissions :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaires		-12	-12		-1	-1
Autres commissions						
<b>Total</b>		<b>-12</b>	<b>-12</b>		<b>-1</b>	<b>-1</b>

## 5.3 Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	-1 691	-1 125
Autres charges générales d'exploitation	-1 542	-1 927
Charges refacturées		
Total des autres charges d'exploitation	-3 233	-3 052
<b>Total</b>	<b>-3 233</b>	<b>-3 052</b>

BPCE SFH n'a pas de salariés.

Les charges générales d'exploitation correspondent notamment aux prestations administratives et comptables réalisées par BPCE pour le compte de BPCE SFH dans le cadre d'une convention ad-hoc ainsi qu'aux impôts et taxes.

L'augmentation des autres charges d'exploitation est due principalement à la contribution au Fonds de Résolution Unique (cotisation définitive non déductible pour 1 307 milliers d'euros).

Par ailleurs, aucune rémunération n'a été versée aux membres des organes d'administration et de direction au titre de leurs fonctions au cours de l'exercice 2016. Aucune avance ni crédit n'a été consenti à ceux-ci.

## 5.4 Impôt sur les bénéfices. — La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de BPCE SA.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat fiscal et le résultat comptable, s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat comptable	6 163	9 208
Réintégration Contribution sociale de solidarité (N)	212	292
FRU fond de résolution unique	1 307	572
Impôt sur les Sociétés	3 843	5 962
Total 1	11 525	16 033
Déduction Contribution sociale de solidarité (N-1)	292	277
Total 2	292	277
Résultat fiscal	11 233	15 756
Taux	33,33%	33,33%
IS exigible	3 744	5 252
Majoration de 10,7% (loi de Finances 2014)		562
Contribution additionnelle (3,30%)	98	148
Impôt sur les bénéfices	3 843	5 962

## Note 6. – Tableau des flux de trésorerie

## 6.1 Principes. — Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution de la trésorerie, provenant des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement, entre deux exercices.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la recommandation 2004-R.03 du Conseil national de la comptabilité, relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF).

Il est établi selon la méthode indirecte. Le résultat de l'exercice est retraité des éléments non monétaires : dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dotations nettes aux dépréciations, provisions, autres mouvements sans décaissement de trésorerie, comme les charges à payer et les produits à recevoir. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement sont déterminés par différence entre les postes des comptes annuels de l'exercice précédent et de la période en cours.

Les opérations sur le capital sans flux de trésorerie ou sans incidence sur le résultat sont neutres : paiement du dividende en actions, dotation d'une provision par imputation sur le report à nouveau.

Les activités d'exploitation comprennent :

- l'émission de ressources à long terme non subordonnées ;
- le prêt de ces ressources à des établissements de crédit du Groupe BPCE ;
- la rémunération des titres d'investissement.

Les activités d'investissement correspondent à l'acquisition de titres d'investissement.

Les activités de financement correspondent à l'émission d'actions.

La trésorerie est définie selon les normes du Conseil national de la comptabilité. Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue à la Banque de France, aux CCP et chez les établissements de crédit.

## 6.2 Tableau des flux de trésorerie :

<b>Tableau des flux de trésorerie (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Activités d'exploitation		
Résultat de l'exercice	6 163	9 208
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit		
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement		
Dotations nettes aux provisions/crédits		
Gains nets sur la cession d'immobilisations		
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	3 930	2 107
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	4 563 003	-4 096 357
Flux de trésorerie sur titres de placement		
Flux de trésorerie sur titres d'investissement	2 898	247
Flux sur autres actifs	-1 235	-249
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	-4 563 003	4 096 357
Emissions nettes d'emprunts		
Flux sur autres passifs	-729	-447
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	11 027	10 866
Activités d'investissement		
Flux liés à la cession de :		
-Actifs financiers	195 000	871
-Immobilisations corporelles et incorporelles		
Décaissements pour l'acquisition de :		
-Actifs financiers		
-Immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux net provenant d'autres activités d'investissement		
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	195 000	871
Activités de financement		
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions		
Dividendes versés		
Emissions nettes de dettes subordonnées		
Autres		
Trésorerie nette due aux activités de financement	0	0
Total activités	206 027	11 737
Variation de la trésorerie nette	206 027	11 737
Trésorerie à l'ouverture	17 955	6 218
Trésorerie à la clôture	223 982	17 955
Net	206 027	11 737
Caisse et banques centrales		
Opérations à vue avec les établissements de crédit	223 982	17 955
Total	223 982	17 955

## Note 7. – Autres informations

7.1 Consolidation. — Les comptes individuels de BPCE SFH sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE en application du règlement n°99-07 du Comité de la réglementation comptable.

## 7.2 Honoraires des Commissaires aux comptes :

(Montants en milliers d'Euros)	PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG				Total			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Audit												
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	18	18	43%	36%	18	18	43%	36%	36	36	43%	36%
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	24	32	57%	64%	24	32	57%	64%	48	64	57%	64%
Total	42	50	100%	100%	42	50	100%	100%	84	100	100%	100%
Variation (%)	-16%				-16%				-16%			

7.3 Implantations dans les pays non coopératifs. — L'article L.511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n°2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'information des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2016, BPCE SFH n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

## V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Actionnaires  
BPCE SFH S.A.  
50 avenue Pierre Mendès France  
75013 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BPCE SFH S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables. — Les notes 2.3.1 et 2.3.3 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux émissions obligataires et aux prêts associés.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Partie III – société non cotée

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des

sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations société non cotée avec prise de participation.

Partie III – Société cotée OU société non cotée MAIS Filiale de société cotée (forme juridique SA ou SCA) et

Fait à Paris La Défense et à Neuilly sur Seine, le 26 avril 2017.

*Les Commissaires aux comptes :*

KPMG Audit Département de KPMG S.A. :

Xavier de Coninck,

Associé ;

PricewaterhouseCoopers Audit :

Agnès Husscherr,

Associée.

## VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion présenté par le conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 15 mai 2017 est tenu à la disposition du public au siège social de BPCE SFH sis 50, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris.

## VII. — Procédure afférente à l'évaluation initiale et à la réévaluation des biens apportés en garantie des prêts au 31.12.2016

BPCE SFH est un établissement de crédit, filiale à 100 % de BPCE SA, dont l'objet est le refinancement de prêts personnels immobiliers, originés par les réseaux commerciaux du Groupe BPCE, par l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat.

1. Le cadre réglementaire. — BPCE SFH est soumise à différentes obligations réglementaires, notamment l'application du règlement N° 99-10 du CRBF sur la valorisation des biens financés par des prêts éligibles.

1.1. Règlement n° 99-10 du CRBF du 09 juillet 1999 – Chapitre 1<sup>er</sup> de l'évaluation des immeubles. — Modifié par les règlements 2001-02 du 26 juin 2001 et n°2002-02 du 15 juillet 2002 et par les arrêtés du 7 mai 2007, du 23 février 2011, du 26 mai 2014 et du 03 novembre 2014 :

Article 1 : Les immeubles financés ou apportés en garantie au sens des articles L.513-3 et L.513-29 du Code monétaire et financier font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

Article 2 : L'évaluation est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale.

Par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 euros ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 euros.

Article 3 : Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des immeubles est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

a) Pour les immeubles à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;

b) Pour les immeubles à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total initialement prêté ou inférieur à 480 000 euros, l'examen peut être effectué annuellement par l'utilisation d'une méthode statistique ;

c) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est individuel et effectué tous les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;

d) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est annuel et individuel.

Article 4 : L'évaluation des biens immobiliers est réalisée par un expert indépendant au sens de l'article 168 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Article 5 : Les modes et les résultats d'évaluation des immeubles ainsi que les méthodes de réexamen périodique de leur valeur sont tenus à la disposition du contrôleur spécifique mentionné à l'article L.513-23 du Code monétaire et financier qui se prononce sur leur validité. Ils sont publiés simultanément aux comptes annuels accompagnés de l'appréciation du contrôleur spécifique. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution peut exiger leur modification.

Article 5 bis : Les prêts financés par les sociétés de crédit foncier et par les sociétés de financement de l'habitat font l'objet d'une documentation appropriée.

Article 5 ter : Les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat disposent de procédures leur permettant de vérifier que les immeubles financés ou apportés en garantie font l'objet d'une assurance adéquate contre les dommages.

Evaluation initiale des biens financés. — Les articles 2 et 4 du règlement n°99-10 du CRBF, stipulent que :

— l'évaluation initiale d'un gage est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés ;

— cette évaluation est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale ;

— l'évaluation des immeubles est réalisée par un expert indépendant ;

— par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 € ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la Société de Financement de l'Habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 €.

Dans la pratique, une évaluation à dire d'expert n'est pas, en l'état, systématiquement diligentée par les réseaux commerciaux du Groupe BPCE lors de l'instruction des prêts.

Dans ce contexte :

— tous les gages donnés en garantie à BPCE SFH font l'objet d'une valorisation initiale sur la base du coût de l'opération.

Lors de la transformation de BPCE SFH en Société de Financement de l'Habitat, il a été décidé de :

– ne pas mobiliser les prêts concernés par le dépassement des seuils mentionnés précédemment (600 K€ / 480 K€), en attendant l'évaluation à dire d'expert des gages sous-jacents ;

– analyser les possibilités de diffusion pour l'avenir, au sein des réseaux commerciaux du Groupe d'une procédure d'évaluation initiale des gages lors de l'octroi des prêts.

Dans les chaînes de gestion du Groupe, le coût de l'opération est déterminé, mais de façon non systématique, hors « frais de notaire » (en diminution du coût de l'opération).

**Réévaluation périodique des biens financés.** — Conformément à la réglementation applicable, s'agissant de biens immobiliers résidentiels à destination des particuliers, l'actualisation de la valeur initiale des biens financés se fait par une méthode statistique.

La méthode de réévaluation statistique mise en œuvre par BPCE SFH dépend de la localisation des biens.

Pour les biens situés en Région Ile-de-France, la méthode est fondée sur les prix immobiliers moyens par département, à l'exclusion des biens situés à Paris pour lesquels les prix moyens sont segmentés par arrondissement. Ces prix moyens sont issus de la base PARIS NOTAIRES SERVICES, recensant les références des transactions immobilières notariées sur l'ensemble de la Région Ile-de-France.

Pour les biens situés dans les autres départements métropolitains, la méthode est fondée sur le prix immobilier moyen par département issu de la base PERVAL, recensant les références des transactions immobilières notariées sur l'ensemble du territoire concerné.

Pour les biens situés dans les DOM/COM (4 092 dossiers représentant un encours de 332 M€), on utilise l'indice de réévaluation national issu de la base PERVAL.

**3.1 Référentiel utilisé pour les évolutions des prix au m<sup>2</sup> : PARIS NOTAIRES SERVICES & PERVAL.** — Les indicateurs de réévaluation qui ont été retenus sont ceux issus des bases commercialisées par les sociétés PARIS NOTAIRES SERVICES et PERVAL détenues par le notariat. Ces bases couvrent, d'une part, l'Ile de France et, d'autre part, le reste du territoire français.

Ces bases restituent les évolutions des prix de l'immobilier ancien au m<sup>2</sup>. BPCE SFH effectue une mise à jour semestrielle en décembre et en juin pour la valorisation des garanties des crédits immobiliers. Ces mêmes indices de prix sont utilisés dans le cadre des travaux Bâle III pour le suivi de la valeur des garanties au niveau du Groupe BPCE.

L'historique des prix est alimenté depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 1998 par la base PERVAL et depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 1990 par la base PARIS NOTAIRES SERVICES. Les périodes antérieures sont recomposées à partir de l'indice dit « DUON ».

S'agissant de ce dernier indice, il est composé de séries annuelles longues d'indices de prix disponibles sur :

[http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id\\_rubrique=138#a2](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=138#a2)

Remarque : La créance la plus ancienne intégrée au cover pool au 31 décembre 2016 date d'avril 1994.

Il convient de noter que les indicateurs de réévaluation sont publiés par chacune des 2 sources PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES avec un délai moyen de 9 mois. Dans ce contexte, les derniers indicateurs utilisés au 31 décembre sont généralement ceux du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année d'arrêté pour les deux fournisseurs.

Pour l'arrêté du 31.12.2015, les indices définitifs du 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 fournis par PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES ont été utilisés.

Pour l'arrêté du 31.12.2016, les indices définitifs du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 fournis par PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES ont été utilisés, soit une variation d'indices couvrant une période de 12 mois.

**3.2. Retraitements effectués sur les données utilisées.** — Retraitement des départements non disponibles

Les biens sans localisation géographique exploitable font l'objet d'un retraitement qui consiste à récupérer le code postal du client dès lors que le prêt correspond au financement de la résidence principale de l'emprunteur. Ce traitement concerne 21 292 prêts pour un encours de 1 319,2M€.

A l'issue de ce retraitement et pour les biens situés à Paris qui ne présentent pas de code postal l'indice moyen parisien est utilisé. Pour les biens situés en province sans code département correspondant au référentiel des indices, l'indice national est appliqué.

Ainsi, les gages localisés hors DOM/COM et pour lesquels la réévaluation emprunte l'indice national et non l'indice départemental représentent 1 618 dossiers pour un montant réévalué de 238,2M€ (soit moins de 0,4% de la valeur réévaluée totale des gages) et un encours de prêts de 58,8M€, répartis de la façon suivante :

1 011 dossiers pour lesquels on ne disposait pas d'indice départemental à la date d'octroi,

607 dossiers sans code département exploitable,

Une démarche générale de mise en qualité des données impliquant l'ensemble des établissements adhérents au dispositif de réévaluation des gages a été initiée en 2012 et a permis de réduire la proportion des prêts insuffisamment ou mal renseignés.

**3.3. Calcul de la valeur réévaluée des biens financés.** — Le calcul de la valeur réévaluée des biens se base sur la valeur initiale du bien, telle que déterminée au paragraphe 2, à laquelle est appliquée la formule suivante :

Valeur du bien réévaluée = valeur initiale du bien \* prix au m<sup>2</sup> à date d'arrêté / prix au m<sup>2</sup> à date de réalisation du prêt

4. Annexe : indices retenus en 2016 et valeur des gages :

Evolution annuelle des prix par département et répartition de la valeur réévaluée des Garanties au 31/12/2016 :

	Valeur Indicée des Gages au 31/ 12/2016 (En K€)	Prix au m <sup>2</sup> 2015	Prix au m <sup>2</sup> 2016	Evolution Annuelle des Prix (En %)	Trimestre d'évaluation	CRD (En K€) au 31/12/2016	NB au 31/12/ 2016
Ain	639 438	2 157	1 980	-8%	T2-2016/T2-2015	264 773	5 204
Aisne	283 016	1 089	1 069	-2%	T2-2016/T2-2015	158 939	3 447
Allier	342 881	1 028	1 004	-2%	T2-2016/T2-2015	176 519	4 313
Alpes-de-Haute-Provence	277 031	1 808	1 782	-1%	T2-2016/T2-2015	141 624	2 543
Hautes-Alpes	329 167	2 193	2 131	-3%	T2-2016/T2-2015	154 772	2 926
Alpes-Maritimes	1 623 410	4 085	3 940	-4%	T2-2016/T2-2015	684 158	9 274
Ardèche	415 823	1 508	1 449	-4%	T2-2016/T2-2015	159 973	3 768
Ardennes	109 636	997	1 004	1%	T2-2016/T2-2015	52 967	1 219
Ariège	156 474	1 060	1 024	-3%	T2-2016/T2-2015	81 619	1 991
Aube	208 984	1 228	1 184	-4%	T2-2016/T2-2015	104 721	2 398

Aude	344 150	1 592	1 484	-7%	T2-2016/T2-2015	196 595	3 766
Aveyron	332 642	1 136	1 098	-3%	T2-2016/T2-2015	164 592	4 257
Bouches-du-Rhône	3 500 610	2 877	2 759	-4%	T2-2016/T2-2015	1 638 431	24 168
Calvados	488 257	1 931	1 857	-4%	T2-2016/T2-2015	237 330	5 649
Cantal	135 125	1 068	1 058	-1%	T2-2016/T2-2015	70 277	1 577
Charente	214 311	1 016	1 022	1%	T2-2016/T2-2015	112 459	2 790
Charente-Maritime	487 173	2 042	1 956	-4%	T2-2016/T2-2015	220 993	4 275
Cher	175 104	1 083	1 012	-7%	T2-2016/T2-2015	89 517	2 292
Corrèze	190 689	1 125	1 082	-4%	T2-2016/T2-2015	104 291	2 278
Corse	420 191	2 814	2 629	-7%	T2-2016/T2-2015	218 769	3 123
Côte-d'Or	634 047	1 676	1 621	-3%	T2-2016/T2-2015	333 949	6 400
Côtes-d'Armor	325 834	1 339	1 315	-2%	T2-2016/T2-2015	164 849	4 023
Creuse	67 340	769	753	-2%	T2-2016/T2-2015	34 175	1 003
Dordogne	257 312	1 157	1 145	-1%	T2-2016/T2-2015	128 557	2 968
Doubs	556 067	1 592	1 484	-7%	T2-2016/T2-2015	250 950	5 170
Drôme	703 025	1 684	1 652	-2%	T2-2016/T2-2015	286 532	5 601
Eure	479 882	1 516	1 492	-2%	T2-2016/T2-2015	250 251	5 332
Eure-et-Loir	314 463	1 527	1 459	-4%	T2-2016/T2-2015	167 017	2 962
Finistère	519 254	1 380	1 370	-1%	T2-2016/T2-2015	241 049	6 004
Gard	708 795	1 907	1 844	-3%	T2-2016/T2-2015	299 412	5 666
Haute-Garonne	1 943 584	2 396	2 184	-9%	T2-2016/T2-2015	857 350	15 668
Gers	204 488	1 190	1 230	3%	T2-2016/T2-2015	91 623	2 077
Gironde	1 622 196	2 389	2 297	-4%	T2-2016/T2-2015	701 863	10 981
Hérault	1 010 114	2 516	2 230	-11%	T2-2016/T2-2015	463 682	7 868
Ille-et-Vilaine	830 328	2 018	1 883	-7%	T2-2016/T2-2015	378 506	8 555
Indre	165 273	965	966	0%	T2-2016/T2-2015	67 701	2 055
Indre-et-Loire	718 178	1 909	1 767	-7%	T2-2016/T2-2015	294 398	6 092
Isère	1 400 537	2 093	1 977	-6%	T2-2016/T2-2015	595 264	10 929
Jura	319 754	1 166	1 168	0%	T2-2016/T2-2015	149 707	3 336
Landes	429 429	1 852	1 743	-6%	T2-2016/T2-2015	197 721	3 941
Loir-et-Cher	257 331	1 271	1 258	-1%	T2-2016/T2-2015	117 807	2 735
Loire	965 459	1 339	1 260	-6%	T2-2016/T2-2015	438 178	9 008
Haute-Loire	252 401	1 090	1 027	-6%	T2-2016/T2-2015	111 413	2 839
Loire-Atlantique	1 150 119	2 318	2 168	-6%	T2-2016/T2-2015	495 496	10 144
Loiret	465 672	1 630	1 531	-6%	T2-2016/T2-2015	208 108	4 486
Lot	209 052	1 224	1 251	2%	T2-2016/T2-2015	104 769	2 301
Lot-et-Garonne	351 282	1 118	1 112	-1%	T2-2016/T2-2015	179 450	3 914
Lozère	44 501	1 142	1 031	-10%	T2-2016/T2-2015	20 801	563
Maine-et-Loire	724 261	1 465	1 401	-4%	T2-2016/T2-2015	326 655	7 548
Manche	466 159	1 248	1 257	1%	T2-2016/T2-2015	225 216	5 860
Marne	328 125	1 664	1 587	-5%	T2-2016/T2-2015	155 491	3 043
Haute-Marne	69 027	909	831	-9%	T2-2016/T2-2015	36 506	965
Mayenne	229 150	1 199	1 191	-1%	T2-2016/T2-2015	101 681	2 529
Meurthe-et-Moselle	553 550	1 411	1 405	0%	T2-2016/T2-2015	260 835	5 136
Meuse	135 266	885	860	-3%	T2-2016/T2-2015	66 927	1 716
Morbihan	436 177	1 817	1 742	-4%	T2-2016/T2-2015	178 410	4 260
Moselle	887 195	1 619	1 389	-14%	T2-2016/T2-2015	423 405	7 994
Nièvre	184 015	872	851	-2%	T2-2016/T2-2015	111 278	2 881
Nord	1 842 810	1 676	1 601	-4%	T2-2016/T2-2015	920 538	15 888
Oise	590 532	1 867	1 849	-1%	T2-2016/T2-2015	289 404	5 109
Orne	191 036	1 049	1 001	-5%	T2-2016/T2-2015	108 099	2 814
Pas-de-Calais	1 085 835	1 435	1 408	-2%	T2-2016/T2-2015	505 084	10 640
Puy-de-Dôme	672 593	1 626	1 514	-7%	T2-2016/T2-2015	290 862	5 990
Pyrénées-Atlantiques	665 902	2 399	2 096	-13%	T2-2016/T2-2015	300 665	5 960
Hautes-Pyrénées	224 828	1 260	1 248	-1%	T2-2016/T2-2015	110 926	2 563
Pyrénées-Orientales	447 610	1 885	1 743	-8%	T2-2016/T2-2015	254 608	4 171
Bas-Rhin	1 073 712	2 295	2 024	-12%	T2-2016/T2-2015	477 189	8 595
Haut-Rhin	624 190	1 711	1 562	-9%	T2-2016/T2-2015	310 508	5 549
Rhône	1 939 692	2 774	2 675	-4%	T2-2016/T2-2015	792 096	12 631
Haute-Saône	212 226	987	953	-3%	T2-2016/T2-2015	112 248	2 642
Saône-et-Loire	669 026	1 180	1 135	-4%	T2-2016/T2-2015	344 711	7 921
Sarthe	479 295	1 305	1 279	-2%	T2-2016/T2-2015	230 836	5 927
Savoie	475 014	2 683	2 575	-4%	T2-2016/T2-2015	198 287	3 483
Haute-Savoie	1 015 604	3 544	3 387	-4%	T2-2016/T2-2015	382 803	5 285
Paris	1 667 884	7 890	8 130	3%	T2-2016/T2-2015	493 863	5 515

Seine-Maritime	1 170 579	1 694	1 640	-3%	T2-2016/T2-2015	592 915	13 601
Seine-et-Marne	740 044	2 570	2 530	-2%	T2-2016/T2-2015	342 554	4 446
Yvelines	1 766 987	3 600	3 620	1%	T2-2016/T2-2015	731 221	8 031
Deux-Sèvres	268 994	1 050	1 024	-2%	T2-2016/T2-2015	125 040	3 342
Somme	396 276	1 505	1 390	-8%	T2-2016/T2-2015	190 798	4 203
Tarn	544 675	1 258	1 299	3%	T2-2016/T2-2015	240 184	5 388
Tarn-et-Garonne	284 054	1 317	1 296	-2%	T2-2016/T2-2015	140 599	2 899
Var	1 442 866	3 276	3 087	-6%	T2-2016/T2-2015	660 663	9 411
Vaucluse	801 002	2 145	1 996	-7%	T2-2016/T2-2015	409 671	7 184
Vendée	418 827	1 681	1 651	-2%	T2-2016/T2-2015	175 458	4 176
Vienne	279 495	1 218	1 205	-1%	T2-2016/T2-2015	147 052	3 171
Haute-Vienne	314 266	1 147	1 146	0%	T2-2016/T2-2015	159 305	3 998
Vosges	327 737	1 029	995	-3%	T2-2016/T2-2015	147 736	3 996
Yonne	347 032	1 119	1 125	1%	T2-2016/T2-2015	190 656	4 447
Territoire de Belfort	119 938	1 321	1 308	-1%	T2-2016/T2-2015	61 521	1 232
Essonne	1 294 783	2 550	2 530	-1%	T2-2016/T2-2015	608 728	7 228
Hauts-de-Seine	1 417 394	5 150	5 200	1%	T2-2016/T2-2015	519 464	5 389
Seine-St-Denis	892 476	3 130	3 140	0%	T2-2016/T2-2015	369 582	4 959
Val-de-Marne	936 079	4 090	4 120	1%	T2-2016/T2-2015	377 976	4 395
Val-d'Oise	1 043 917	2 620	2 610	0%	T2-2016/T2-2015	454 567	5 638
Autres (*)	651 712	1 980	1 853	-6%	T2-2016/T2-2015	353 402	4 699
<b>Total</b>	<b>60 929 681</b>			<b>-3,40%</b>		<b>27 672 122</b>	<b>508 327</b>

<b>Analyse indice national</b>	<b>Valeur Indicée des Gages au 31/12/2016 (En K€)</b>	<b>CRD (En K€)</b>	<b>NB</b>
DOM	528 395	322 788	4 017
COM	16 567	9 322	75
<b>Total DOM/TOM</b>	<b>544 962</b>	<b>332 110</b>	<b>4 092</b>
	0,89%	1,20%	0,80%
Autres	106 750	21 292	607
	0,18%	0,08%	0,12%
Avant 2009	131 480	37 512	1 011
	0,22%	0,14%	0,20%
<b>Total autres et avt 2009</b>	<b>238 231</b>	<b>58 804</b>	<b>1 618</b>
	0,39%	0,21%	0,32%

Pour information, l'indice national (Total Province déterminé par PERVAL), prix au m<sup>2</sup> au 2ème trimestre 2015 s'établissait à 1 980 Euros et à 1 853 Euros au 2ème trimestre 2016, soit un recul sur 12 mois de 6.41%.

(\*) Dont gages réévalués sur l'indice national correspondants à des biens localisés dans les DOM/COM (code département 97X ou 98X).

Pour les biens localisés dans les DOM/COM, la valeur réévaluée au 31/12/2016 est de 545M€ pour un encours de prêts de 332M€ et un total de 4 092 dossiers.

### **VIII. — Attestation du Contrôleur Spécifique sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2016**

Au Conseil d'administration de BPCE SFH,

En notre qualité de contrôleur spécifique de BPCE SFH et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des immeubles sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, tels que publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2016 et joints à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité de la direction de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2016.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

— des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2016 ;

— des informations publiées simultanément aux comptes annuels avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler quant à la conformité aux dispositions prévues par les articles 2 à 4 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, des modes et résultats d'évaluation des immeubles et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2016.

Fait à Paris, le 27 avril 2017.



*Le Contrôleur Spécifique :*

Cailliau Dedouit et Associés :

Laurent BRUN

## IX. — Rapport trimestriel sur la qualité des actifs

(Instruction n° 2011-I-07 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions)

Le présent rapport relatif à la qualité des actifs de BPCE SFH est établi en application des dispositions de l'instruction n° 2011-I-07 et sur la base des données disponibles à la clôture du 31 décembre 2016.

BPCE SFH :

Par : Jean-Philippe Berthaut

Titre : Directeur Général Délégué

Les montants sont exprimés en milliers d'Euros.

### I. Prêts garantis

#### 1) Répartition des encours de prêts garantis par catégories de créance, par types de contrepartie et par types de garantie

Catégorie créance	Encours total		Encours créance impayée		Encours douteux	
	En milliers d'Euros	En pourcentage	En milliers d'Euros	En pourcentage	En milliers d'Euros	En pourcentage
Prêts particuliers à l'habitat	27 672 122	100%				
Prêts corporate à l'habitat		0%				
Total	27 672 122	100%				

Type contrepartie	Encours total		Encours créance impayée		Encours douteux	
	En milliers d'Euros	En pourcentage	En milliers d'Euros	En pourcentage	En milliers d'Euros	En pourcentage
Particuliers	25 171 839	91%				
SCI-Entrepreneur.ind	2 500 283	9%				
Total	27 672 122	100%				

Type contrepartie	Encours total		Encours créance impayée		Encours douteux	
	En milliers d'Euros	En pourcentage	En milliers d'Euros	En pourcentage	En milliers d'Euros	En pourcentage
Hyp.Logement.Particulier	12 675 957	45,8%				
SGFGAS	1 568 241	5,7%				
Caution - Etablissement crédit	347 039	1,3%				
Caution - Entreprise assurance	12 701 194	45,9%				
Caution - PARNASSE	379 692	1,4%				
Total	27 672 122	100%				

Le pool BPCE SFH est constitué à 100% de prêts particuliers à l'habitat, y compris SCI de particuliers.

Il n'existe aucune créance douteuse ou en impayé dans le portefeuille apporté en garantie.

Ces créances sont exclues du cover pool dès le premier impayé.

Les cautions établissements de crédit comportent exclusivement des cautions Crédit Logement.

Les cautions entreprises d'assurance comportent exclusivement des cautions CEGC.

#### 2) Répartition des encours de prêts garantis par une hypothèque sur un logement et par une caution délivrée par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance :

			Encours total	Encours total
Prêts particuliers à l'habitat	Particuliers	Hyp.Logement.Particulier	10 973 312	40%
		SGFGAS	1 493 456	5%
		Caution.Etab.Crédit	321 415	1%
		Société.Assurance	12 013 991	43%
		Caution.PARNASSE	369 666	1%
	SCI-Entrepreneur.ind	Hyp.logement.Particulier	1 702 645	6%
		SGFGAS	74 785	0%
		Caution.Etab.Crédit	25 624	0%
		Société.Assurance	687 204	2%
		Caution.PARNASSE	10 025	0%
			27 672 122	100%
		Total		

Répartition des encours de prêts garantis en fonction de leur quotité éligible au refinancement par des ressources privilégiées :

Type garantie	Quotité éligible au refinancement par des ressources privilégiées	Répartition
Hypothèque.logement.particulier	12 088 827	46%
SGFGAS	1 567 230	6%
Caution - Etablissement.crédit	327 925	1%
Caution - Entreprise.assurance	11 946 031	45%
Caution.PARNASSE	359 049	1%
Total	26 289 062	100%

3) Répartition des encours en fonction de l'année de conclusion du contrat de prêt :

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	≤ 1997	1998	1999	2000	2001	2002
Hypothèque. Logement. Particulier	12 675 957	5 828	10 150	35 489	59 499	87 101	129 247
SGFGAS	1 568 241	6 496	4 453	10 255	19 205	28 960	51 454
Caution - Etablissement crédit	347 039	63	87	727	1 345	2 300	2 115
Caution - Entreprise assurance	12 701 194	646	343	1 051	2 665	7 954	23 018
Caution - PARNASSE	379 692	12	7	5	113	269	346
Total	27 672 122	13 045	15 040	47 528	82 827	126 584	206 179

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
207 283	304 346	459 617	637 002	747 020	665 521	689 567	1 248 644	1 795 793	1 263 678
72 626	79 462	81 852	90 440	84 845	91 009	110 757	173 650	220 229	163 885
3 654	4 314	7 303	19 358	28 640	23 121	17 302	27 441	28 692	22 251
66 657	138 270	241 166	339 471	423 450	426 262	539 940	1 126 562	1 660 436	1 606 114
1 047	1 999	8 589	12 368	17 448	11 889	8 347	23 047	26 256	21 998
351 266	528 391	798 527	1 098 639	1 301 402	1 217 802	1 365 914	2 599 345	3 731 407	3 077 927

2013	2014	2015	2016
1 756 673	1 405 907	1 009 218	158 374
149 479	80 224	42 666	6 293
71 455	17 612	54 445	14 812
2 087 032	1 919 079	1 953 871	137 208
55 106	44 396	106 365	40 084
4 119 745	3 467 218	3 166 565	356 771

Nombre prêts concernés / Année conclusion prêt	Total	≤ 1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Hypothèque.logement.particulier	210 018	1 555	1 692	3 387	4 667	5 075	8 926	9 248	9 379
SGFGAS	51 669	1 853	1 311	1 885	2 366	2 516	3 868	4 087	3 490
Caution - Etablissement.crédit	5 504	19	20	59	111	115	187	186	159
Caution - Entreprise assurance	235 446	210	110	183	307	536	2 082	3 607	5 487
Caution - PARNASSE	5 690	2	1	2	12	14	23	37	58
Total	508 327	3 639	3 134	5 516	7 463	8 256	15 086	17 165	18 573

2005	2006	2007	2 008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
11 200	11 987	12 372	11 261	11 849	18 973	30 052	17 541	17 990	13 355	8 291	1 218
2 997	2 623	2 213	2 081	2 800	3 989	5 295	3 661	2 758	1 216	585	75
217	373	570	496	414	420	430	283	725	168	438	114
8 039	8 798	9 995	9 847	13 300	24 032	36 409	32 640	31 809	25 278	21 370	1 407
280	317	412	317	241	503	564	441	680	506	971	309
22 733	24 098	25 562	24 002	28 604	47 917	72 750	54 566	53 962	40 523	31 655	3 123

Répartition :

Encours Total / Année conclusion prêt	Total	≤ 1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Hypothèque.logement.particulier	45,81%	0,02%	0,04%	0,13%	0,22%	0,31%	0,47%	0,75%	1,10%
SGFGAS	5,67%	0,02%	0,02%	0,04%	0,07%	0,10%	0,19%	0,26%	0,29%
Caution - Etablissement crédit	1,25%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,01%	0,01%	0,02%
Caution - Entreprise assurance	45,90%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,03%	0,08%	0,24%	0,50%

Cautiion - PARNASSE	1,37%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%
Total	100,00%	0,05%	0,05%	0,17%	0,30%	0,46%	0,75%	1,27%	1,91%

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1,66%	2,30%	2,70%	2,41%	2,49%	4,51%	6,49%	4,57%	6,35%	5,08%	3,65%	0,57%
0,30%	0,33%	0,31%	0,33%	0,40%	0,63%	0,80%	0,59%	0,54%	0,29%	0,15%	0,02%
0,03%	0,07%	0,10%	0,08%	0,06%	0,10%	0,10%	0,08%	0,26%	0,06%	0,20%	0,05%
0,87%	1,23%	1,53%	1,54%	1,95%	4,07%	6,00%	5,80%	7,54%	6,94%	7,06%	0,50%
0,03%	0,04%	0,06%	0,04%	0,03%	0,08%	0,09%	0,08%	0,20%	0,16%	0,38%	0,14%
2,89%	3,97%	4,70%	4,40%	4,94%	9,39%	13,48%	11,12%	14,89%	12,53%	11,44%	1,29%

Nombre prêts concernés / Année conclusion prêt	Total	≤ 1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Hypothèque.logement.particulier	41,32%	0,31%	0,33%	0,67%	0,92%	1,00%	1,76%	1,82%	1,85%
SGFGAS	10,16%	0,36%	0,26%	0,37%	0,47%	0,49%	0,76%	0,80%	0,69%
Cautiion - Etablissement.crédit	1,08%	0,00%	0,00%	0,01%	0,02%	0,02%	0,04%	0,04%	0,03%
Cautiion - Entreprise.assurance	46,32%	0,04%	0,02%	0,04%	0,06%	0,11%	0,41%	0,71%	1,08%
Cautiion - PARNASSE	1,12%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,01%
Total	100,00%	0,72%	0,62%	1,09%	1,47%	1,62%	2,97%	3,38%	3,65%

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
2,20%	2,36%	2,43%	2,22%	2,33%	3,73%	5,91%	3,45%	3,54%	2,63%	1,63%	0,24%
0,59%	0,52%	0,44%	0,41%	0,55%	0,78%	1,04%	0,72%	0,54%	0,24%	0,12%	0,01%
0,04%	0,07%	0,11%	0,10%	0,08%	0,08%	0,08%	0,06%	0,14%	0,03%	0,09%	0,02%
1,58%	1,73%	1,97%	1,94%	2,62%	4,73%	7,16%	6,42%	6,26%	4,97%	4,20%	0,28%
0,06%	0,06%	0,08%	0,06%	0,05%	0,10%	0,11%	0,09%	0,13%	0,10%	0,19%	0,06%
4,47%	4,74%	5,03%	4,72%	5,63%	9,43%	14,31%	10,73%	10,62%	7,97%	6,23%	0,61%

4) Répartition des encours en fonction de leur durée, arrondie au nombre d'années entier le plus proche :

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	12 675 957	86 346	158 260	239 415	288 946	325 903	384 572	441 367	567 336
SGFGAS	1 568 241	27 946	39 126	46 775	51 903	58 703	68 076	66 296	71 381
Cautiion - Etablissement.crédit	347 039	2 740	5 132	8 008	9 255	12 030	14 680	14 557	16 103
Cautiion - Entreprise.assurance	12 701 194	60 602	115 822	217 132	296 433	347 522	494 763	483 440	628 282
Cautiion - PARNASSE	379 692	2 513	5 464	8 360	10 147	12 562	12 583	13 746	17 950
Total	27 672 122	180 148	323 805	519 691	656 685	756 720	974 673	1 019 407	1 301 052

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
638 198	623 128	630 974	694 583	821 984	783 511	716 442	699 891	740 590	953 688	815 587	522 205	419 695
68 667	72 182	73 594	72 185	80 909	84 690	77 271	78 070	69 349	95 237	96 064	70 087	63 191
21 253	21 732	22 242	22 537	19 922	23 388	18 806	22 875	21 436	18 928	25 974	6 422	6 930
598 187	600 455	698 792	658 626	891 990	773 184	613 214	684 713	669 135	922 393	734 161	486 364	436 720
20 647	17 901	19 060	15 188	23 670	25 776	14 749	16 791	16 255	32 566	38 871	13 225	3 346
1 346 953	1 335 398	1 444 663	1 463 120	1 838 476	1 690 549	1 440 482	1 502 340	1 516 764	2 022 812	1 710 657	1 098 303	929 882

22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
451 031	354 992	171 214	70 222	37 486	30 307	5 548	2 413	120	0
58 659	39 239	19 875	10 006	4 766	2 831	1 025	136	0	0
4 468	2 900	4 720	0	0	0	0	0	0	0
447 201	510 878	237 958	39 779	22 178	18 261	11 560	1 447	0	0
8 515	12 864	12 653	4 289	0	0	0	0	0	0
969 875	920 873	446 420	124 297	64 430	51 398	18 133	3 996	120	0

Nombre prêts concernés / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	210 018	19 916	13 177	13 095	10 987	9 671	10 213	10 451	10 552
SGFGAS	51 669	8 347	4 448	3 654	3 359	3 035	2 917	2 466	2 423
Cautiion - Etablissement.crédit	5 504	591	397	382	331	297	317	314	282
Cautiion - Entreprise.assurance	235 446	14 120	10 975	13 928	12 886	12 311	14 983	13 246	14 213
Cautiion - PARNASSE	5 690	488	394	439	394	354	303	274	299
Total	508 327	43 462	29 391	31 498	27 957	25 668	28 733	26 751	27 769

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
10 529	10 369	9 475	8 782	9 277	8 596	7 879	6 595	6 842	8 463	6 778	5 089	3 984
2 080	2 055	1 901	1 646	1 623	1 581	1 424	1 169	1 069	1 390	1 366	1 067	971
309	274	286	249	213	220	165	191	169	138	181	56	61
11 844	11 573	12 447	9 907	11 649	9 693	7 914	7 644	7 107	9 419	7 127	5 263	4 780
332	252	254	178	224	250	136	138	140	238	251	90	33
25 094	24 523	24 363	20 762	22 986	20 340	17 518	15 737	15 327	19 648	15 703	11 565	9 829

22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
3 726	2 832	1 311	802	318	239	51	18	1	0
703	462	247	161	62	31	11	1	0	0
37	19	25	0	0	0	0	0	0	0
4 529	4 774	2 092	489	237	173	105	18	0	0
53	83	70	23	0	0	0	0	0	0
9 048	8 170	3 745	1 475	617	443	167	37	1	0

Répartition :

Encours Total / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	45,81%	0,31%	0,57%	0,87%	1,04%	1,18%	1,39%	1,59%	2,05%
SGFGAS	5,67%	0,10%	0,14%	0,17%	0,19%	0,21%	0,25%	0,24%	0,26%
Caution - Etablissement.crédit	1,25%	0,01%	0,02%	0,03%	0,03%	0,04%	0,05%	0,05%	0,06%
Caution - Entreprise.assurance	45,90%	0,22%	0,42%	0,78%	1,07%	1,26%	1,79%	1,75%	2,27%
Caution - PARNASSE	1,37%	0,01%	0,02%	0,03%	0,04%	0,05%	0,05%	0,05%	0,06%
Total	100,00%	0,65%	1,17%	1,88%	2,37%	2,73%	3,52%	3,68%	4,70%

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
2,31%	2,25%	2,28%	2,51%	2,97%	2,83%	2,59%	2,53%	2,68%	3,45%	2,95%	1,89%	1,52%
0,25%	0,26%	0,27%	0,26%	0,29%	0,31%	0,28%	0,28%	0,25%	0,34%	0,35%	0,25%	0,23%
0,08%	0,08%	0,08%	0,08%	0,07%	0,08%	0,07%	0,08%	0,08%	0,07%	0,09%	0,02%	0,03%
2,16%	2,17%	2,53%	2,38%	3,22%	2,79%	2,22%	2,47%	2,42%	3,33%	2,65%	1,76%	1,58%
0,07%	0,06%	0,07%	0,05%	0,09%	0,09%	0,05%	0,06%	0,06%	0,12%	0,14%	0,05%	0,01%
4,87%	4,83%	5,22%	5,29%	6,64%	6,11%	5,21%	5,43%	5,48%	7,31%	6,18%	3,97%	3,36%

22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
1,63%	1,28%	0,62%	0,25%	0,14%	0,11%	0,02%	0,01%	0,00%	
0,21%	0,14%	0,07%	0,04%	0,02%	0,01%	0,00%	0,00%		
0,02%	0,01%	0,02%							
1,62%	1,85%	0,86%	0,14%	0,08%	0,07%	0,04%	0,01%		
0,03%	0,05%	0,05%	0,02%						
3,50%	3,33%	1,61%	0,45%	0,23%	0,19%	0,07%	0,01%	0,00%	0,00%

Nombre prêts concernés / Durée résiduelle des prêts	Total	≤ 1	2	3	4	5	6	7	8
Hypothèque.logement.particulier	41,32%	3,92%	2,59%	2,58%	2,16%	1,90%	2,01%	2,06%	2,08%
SGFGAS	10,16%	1,64%	0,88%	0,72%	0,66%	0,60%	0,57%	0,49%	0,48%
Caution - Etablissement.crédit	1,08%	0,12%	0,08%	0,08%	0,07%	0,06%	0,06%	0,06%	0,06%
Caution - Entreprise.assurance	46,32%	2,78%	2,16%	2,74%	2,53%	2,42%	2,95%	2,61%	2,80%
Caution - PARNASSE	1,12%	0,10%	0,08%	0,09%	0,08%	0,07%	0,06%	0,05%	0,06%
Total	100,00%	8,55%	5,78%	6,20%	5,50%	5,05%	5,65%	5,26%	5,46%

9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
2,07%	2,04%	1,86%	1,73%	1,83%	1,69%	1,55%	1,30%	1,35%	1,66%	1,33%	1,00%	0,78%
0,41%	0,40%	0,37%	0,32%	0,32%	0,31%	0,28%	0,23%	0,21%	0,27%	0,27%	0,21%	0,19%
0,06%	0,05%	0,06%	0,05%	0,04%	0,04%	0,03%	0,04%	0,03%	0,03%	0,04%	0,01%	0,01%
2,33%	2,28%	2,45%	1,95%	2,29%	1,91%	1,56%	1,50%	1,40%	1,85%	1,40%	1,04%	0,94%
0,07%	0,05%	0,05%	0,04%	0,04%	0,05%	0,03%	0,03%	0,03%	0,05%	0,05%	0,02%	0,01%
4,94%	4,82%	4,79%	4,08%	4,52%	4,00%	3,45%	3,10%	3,02%	3,87%	3,09%	2,28%	1,93%

22	23	24	25	26	27	28	29	30	≥ 31
0,73%	0,56%	0,26%	0,16%	0,06%	0,05%	0,01%	0,00%	0,00%	
0,14%	0,09%	0,05%	0,03%	0,01%	0,01%	0,00%	0,00%		
0,01%	0,00%	0,00%							
0,89%	0,94%	0,41%	0,10%	0,05%	0,03%	0,02%	0,00%		

0,01%	0,02%	0,01%	0,00%						
1,78%	1,61%	0,74%	0,29%	0,12%	0,09%	0,03%	0,01%	0,00%	0,00%

5) Répartition des encours des trois catégories de prêt mentionnées au 2 selon la localisation des biens apportés en garantie par pays.

Type garantie / Localisation	France	Répartition
Hypothèque.logement.particulier	12 675 957	45,8%
SGFGAS	1 568 241	5,7%
Caution - Etablissement.credit	347 039	1,3%
Caution - Entreprise.assurance	12 701 194	45,9%
Caution - PARNASSE	379 692	1,4%
Total	27 672 122	100%

6) Répartition des encours de prêts cautionnés en fonction de la pondération qui leur est attribuée au titre du ratio de couverture :

Eléments de calcul des montants éligibles au refinancement par des ressources privilégiées	Encours	Répartition	Valeurs des biens financés ou apportés en garantie	Montants éligibles au refinancement
- Prêts hypothécaires	14 244 198	100%	33 525 966	13 656 056
- Prêts dont montant des prêts pour lesquels la quotité de refinancement est le capital restant dû,	9 224 964	65%	27 993 613	9 224 964
- Prêts dont montant des prêts pour lesquels la quotité de refinancement est le produit de la valeur des biens apportés en garantie et des quotités visées à l'article R.515-2 du Code monétaire et financier,	5 019 235	35%	5 532 354	4 431 093
Dont :				
- prêts relevant de l'article R 515-2 II. 1 dont la quotité éligible au refinancement représente 60 % de la valeur des biens apportés en garantie.		0%		
- prêts relevant de l'article R 515-2 II. 2 dont la quotité éligible au refinancement représente 80 % de la valeur des biens apportés en garantie	4 992 174	99%	5 506 304	4 405 043
- prêts relevant de l'article R 515-2 II.3 dont la quotité éligible au refinancement représente 100 % de la valeur des biens apportés en garantie	27 061	1%	26 049	26 049
Dont :				
- prêts hypothécaires relevant de l'article R515-2 II .3	27 061	100%	26 049	26 049
- prêts hypothécaires également garantis par une caution délivrée par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance (article L.515-14 du Code monétaire et financier)		0%		
- prêts hypothécaires également garantis par une personne publique (article L.515-14 du Code monétaire et financier)		0%		
Total prêts cautionnés	13 427 924	100%	27 403 715	12 633 005
Dont :				
- Garantis par des organismes de caution qui rentrent dans le périmètre de consolidation (pondération à 80%)	13 080 886	97%	26 593 358	12 305 080
- Garantis par des organismes de caution qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation (pondération à 100%)	347 039	3%	810 357	327 925
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées est le capital restant dû	7 364 615	55%	20 818 227	7 364 615
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées est le produit de la valeur du bien financé ou apporté en garantie et d'une quotité définie à l'art R.515-2 du Code Monétaire et Financier	6 063 310	45%	6 585 488	5 268 391
Dont :				

- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées ne peut être supérieur à 60 % de la valeur du bien financé ou apporté en garantie		0%		
- Prêts dont le montant éligible au refinancement par des ressources privilégiées ne peut être supérieur à 80 % de la valeur du bien apporté financé ou apporté en garantie	6 063 310	100%	6 585 488	5 268 391
- Prêts dont le montant éligible au refinancement peut représenter 100% de la valeur du bien financé ou apporté en garantie		0%		

Les organismes de caution entrant dans le périmètre de consolidation sont CEGC et PARNASSE Garanties. Les encours de ces prêts sont pondérés à 80%.

Crédit Logement n'entrant pas dans le périmètre de consolidation, les encours sont pondérés à 100%

7) Répartition des encours en fonction des prêts mobilisés par billets à ordres régis par les articles L.313-42 à L.313-49 du Code monétaire et financier selon les critères mentionnés aux 1) à 5). — Néant

## II. — Exposition sur des personnes publiques

Néant

## III. — Fonds communs de créances et entités similaires

Néant

## IV. — Titres et valeurs suffisamment sûrs et liquides

Au 31/12/2016, la répartition des valeurs de remplacement détenues par BPCE SFH est la suivante :

Nature de valeur	Montant	Répartition
Titres, valeurs et dépôts sur des établissements de crédit bénéficiant du meilleur échelon de qualité de crédit	400 000	20,79 %
Dont échéance mars 2021 :	100 000	
Dont échéance juin 2022 :	200 000	
Dont échéance avril 2026 :	100 000	
Créances et titres d'une durée résiduelle inférieure à 100 jours bénéficiant du second meilleur échelon de qualité de crédit	1 523 982	79,21 %
Titres de créances émis, ou totalement garantis, par l'une des personnes publiques mentionnées aux 1 à 5 de l'article L.513-4		0,00 %
Total	1 923 982	100 %
Montant des titres, sommes et valeurs reçus en garantie des opérations de couverture mentionnés à l'article L.513-10		

## V. — Remboursements anticipés

Catégories de créances	Montant des RA enregistrés au cours de l'exercice 2016 (en K€)	Moyenne des encours en fin de mois au 31/12/2016	Taux de RA sur l'exercice 2016(en %)
Prêts particuliers à l'habitat	2 994 133	29 259 739	10,23%
Prêts corporate à l'habitat			0,00%
Total	2 994 133	29 259 739	10,23%

Les remboursements anticipés sont rapportés à la moyenne des encours de fin de mois entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016.

Le taux de remboursements anticipés sur encours présenté est rapporté à une base annuelle.

Un établissement n'a pas été pris en compte dans le montant des RA.

## VI. — Risque de taux

Détail des éléments d'actifs venant en couverture des ressources privilégiées vue en transparence sur les actifs remis en pleine propriété à titre de garantie (Cover pool) :

Balance des actifs (Milliers d'Euros)	27 672 122	Taux fixe	96,07 %
Pourcentage d'actifs à taux fixe	96,07 %	Euribor 1M	0,08 %
Taux fixe moyen pondéré	2,65 %	Euribor 3M	1,24 %
Pourcentage d'actifs à taux variable	3,93 %	Euribor 6M	0,01 %
Spread moyen pondéré (points de base)	129	Euribor 12M	2,13 %
Taux variable moyen pondéré	1,97 %	Autre	0,46 %

Détail des éléments du passif de la SFH (émissions privilégiées et non privilégiées) :

Balance du passif (Milliers d'Euros)	20 846 000	Taux fixe	98,95 %
Pourcentage de passifs à taux fixe	98,95 %	Euribor 1M	0,00 %
Taux fixe moyen pondéré	2,21 %	Euribor 3M	0,89 %
Pourcentage de passifs à taux variable	1,05 %	Euribor 6M	0,16 %
Spread moyen pondéré (points de base)	47	Euribor 12M	0,00 %
Taux variable moyen pondéré	0,19 %	Autre	0,00 %

Politique de BPCE SFH en matière de taux : Les conditions de fonctionnement de BPCE SFH ne l'exposent pas à un risque de taux.

En mode de fonctionnement normal (c.-à-d. tant que BPCE n'est pas en défaut au titre de ses Actifs Eligibles), BPCE SFH ne sera pas exposé à un quelconque risque de taux dans la mesure où les emprunts, par émissions d'Obligations de Financement à l'Habitat, et les prêts consentis par BPCE SFH aux maisons-mères sont parfaitement adossés en notionnel, en taux, en maturité. Du fait de cet adossement, aucun swap n'est mis en place au niveau de BPCE SFH.

En cas de baisse de la notation de BPCE en deçà de A-1 (Standard and Poor's) / P-1 (Moody's), il est prévu de mettre en place, de manière préventive, des couvertures de taux du portefeuille de prêts apportés en collatéral d'une part et, d'autre part, des émissions d'Obligations de Financement à l'Habitat avec une entité externe présentant une notation minimum de A-1 (Standard and Poor's) / P-1 (Moody's) et en back to back avec BPCE de telle sorte qu'en cas de défaut de BPCE, le risque de taux sur le portefeuille de collatéraux et sur l'ensemble des émissions soit couvert par une contrepartie bénéficiant d'une notation minimum.

## VII. — Couverture du besoin de liquidité

Information sur le besoin de liquidité à 180 jours et les modalités de couverture calculés au 31/12/2016

Sans hypothèse de remboursement anticipé :

Période	Flux prévisionnels sur les actifs reçus à titre de garantie, en nantissement ou en pleine propriété (Cover Pool)				
	Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total
Mois 1	214 372	60 389		0	274 761
Mois 2	211 766	59 905		0	271 671
Mois 3	210 828	59 481		0	270 309
Mois 4	209 907	58 995		0	268 901
Mois 5	209 158	58 531		0	267 689
Mois 6	208 466	58 111		0	266 577
Total	1 264 497	355 412	0	0	1 619 909

Flux prévisionnels sur les ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L513-11					Besoin ou Excédent de trésorerie
Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total	
0	51 410		0	51 410	223 351
1 515 000	109 739		0	1 624 739	-1 353 068
0	80 337		0	80 337	189 973
0	1 915		0	1 915	266 986
0	4 400		0	4 400	263 289
0	32 427		0	32 427	234 150
1 515 000	280 228	0	0	1 795 228	-175 319

\* Après prise en compte des montants afférents aux instruments financiers à terme conclus par la SFH pour la couverture de ses éléments d'actifs et de passifs (Art. L.513-10).

Avec hypothèse de remboursement anticipé et de performance des actifs :

Hypothèse stressée de RA : 10,23%

Période	Flux prévisionnels sur les actifs reçus à titre de garantie, en nantissement ou en pleine propriété (Cover Pool)				
	Principal	Intérêts	Flux après Swap*	Frais et dépenses	Total
Mois 1	462 167	60 385		0	522 552
Mois 2	453 483	59 357		0	512 841
Mois 3	446 580	58 401		0	504 982
Mois 4	441 436	57 398		0	498 834
Mois 5	434 886	56 429		0	491 315
Mois 6	428 487	55 515		0	484 002
Total	2 667 039	347 485	0	0	3 014 525

Flux prévisionnels sur les ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11					Besoin ou Excédent de trésorerie
Principal	Intérêts	Flux après Swap (*)	Frais et dépenses	Total	
0	51 410		0	51 410	471 142
1 515 000	109 739		0	1 624 739	-1 111 899
0	80 337		0	80 337	424 645
0	1 915		0	1 915	496 919
0	4 400		0	4 400	486 915
0	32 427		0	32 427	451 575
1 515 000	280 228	0	0	1 795 228	1 219 296

(\*) Après prise en compte des montants afférents aux instruments financiers à terme conclus par la SFH pour la couverture de ses éléments d'actifs et de passifs (Art. L.513-10).

Résultats :

	Sans RA	Avec RA
Besoin maximal de trésorerie constaté sur les 180 jours	-1 353 068	-1 111 899
Eléments venant en couverture du besoin de trésorerie le cas échéant		
Valeur de remplacement	1 923 982	1 923 982
Actifs de la SFH éligibles au repo de la bdf (après hair-cut)	860 750	860 750
Couverture des besoins	Oui	Oui

**1703061**